



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires et de la Mer
Service d'Accompagnement Territorial
Unité Aménagement du Libournais et de la Haute Gironde**

Schéma de Cohérence Territoriale Cubzaguais Nord Gironde

**Projet de SCoT arrêté par délibération du
conseil communautaire du
4 juillet 2024**

Avis de l'État

Annexe Technique

Table des matières

1. PREAMBULE.....	p 3
2. COHERENCE DU DIMENSIONNEMENT DU PROJET.....	p 4
A. Armature territoriale.....	p 4
B. Hypothèses de développement.....	p 4
C. Gestion économe de l'espace.....	p 4
3. HABITAT-LOGEMENT.....	p 5
A. Développement résidentiel.....	p 5
B. Parc privé.....	p 6
C. Logements locatifs sociaux.....	p 6
D. Publics spécifiques.....	p 7
4. MOBILITES.....	p 7
A. Sécurité routière.....	p 7
B. Améliorer l'accessibilité des PMR ou handicapées.....	p 7
C. Améliorer et développer les nœuds de mobilités.....	p 8
D. Développer l'offre de transports en commun.....	p 8
E. Développer les modes actifs.....	p 8
F. Développer les IRVE.....	p 9
G. Tourisme.....	p 9
H. Démobilité.....	p 9
5. TRANSITION ÉNERGÉTIQUE.....	p 10
A. Lutte contre le réchauffement climatique.....	p 10
B. Amélioration de la performance énergétique des bâtiments.....	p 11
C. Adaptation et atténuation des effets du réchauffement climatique.....	p 11
D. Développement des énergies renouvelables (EnR).....	p 12
6. ENVIRONNEMENT.....	p 12
A. Enjeux eau potable, compatibilité et articulation du Scot avec le SAGE Nappes profondes.....	p 12
B. Biodiversité :	p 13
B.1) évaluation des incidences Natura 2000.....	p 13
B.2) évaluation environnementale.....	p 14
B.3) prise en compte de la biodiversité et des espèces protégées.....	p 16
B.4) espèces exotiques envahissantes.....	p 16
C. Indicateurs de suivi.....	p 17
7. RISQUES.....	p 17
A. Risque Inondation.....	p 17
B. Effondrement de carrière souterraine et éboulement de falaise.....	p 18
C. Risque incendie de forêt.....	p 18
8. PAYSAGES ET CADRE DE VIE.....	p 19
A. Observations générales.....	p 19
B. Contenu du diagnostic et de la fiche de synthèse.....	p 19
C. Contenu du PAS.....	p 20
D. Contenu du DOO.....	p 20

1. PREAMBULE :

Cette note technique comprend l'ensemble des observations des services sur les thématiques du projet de Scot, et vient compléter l'avis de l'État envoyé avec la note.

Pour rappel :

Le territoire du Scot est couvert par des documents de rang supérieur. Ainsi, le Scot doit s'inscrire dans un rapport de compatibilité avec :

- les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27/03/2020 et modifié par arrêté du conseil régional le 12/04/2024
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Adour-Garonne, approuvé le 10/03/2022
- les objectifs de protection définis par les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) « Nappes profondes de la Gironde » approuvé le 18/06/2013
- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le plan de gestion des risques d'inondation (PRGI) Adour-Garonne, approuvé le 10/03/2022
- le schéma départemental des carrières de la Gironde, approuvé le 31/03/2003

Il est à noter que, conformément à l'article L.131-6 du code de l'urbanisme, les PLU et cartes communales incluses dans le périmètre d'un Scot approuvé doivent se rendre compatibles « dans un délai d'un an s'il s'agit d'un schéma de cohérence territoriale ou de trois ans si la mise en compatibilité implique une révision du PLU ou du document en tenant lieu ».

2. COHERENCE DU DIMENSIONNEMENT DU PROJET :

A. Armature territoriale :

Le Scot retient une armature territoriale structurée en cinq type de polarités.

Les deux étapes aboutissant à ce choix (analyse de données objectives pondérée, puis ajustement après le retour des élus en fonction des dynamiques observées) sont bien explicitées dans le document Justification des choix.

L'armature retenue se justifie par le choix de renforcer et redynamiser les polarités en termes de développement résidentiel, de services et d'équipements.

Les pôles identifiés paraissent cohérents avec les enjeux de diversification de l'offre d'habitat et de rééquilibrage de dynamiques démographiques exposés par le Plan Départemental de l'Habitat (PDH).

B. Hypothèses de développement :

La population du territoire est passée de 39 165 habitants en 1999 à 58 721 habitants en 2021, soit une augmentation de 50 % (source : INSEE).

Le projet démographique du Scot prévoit de limiter la population à hauteur de 73 500 habitants d'ici 2043, soit un taux de croissance de 1,3 % par an en moyenne.

Le document de justification des choix présente 3 scénarii démographiques, et commente son choix du scénario retenu comme une voie intermédiaire privilégiant maîtrise de la croissance et qualité de vie. Cette projection aurait pu être objectivée avec plus de précision, notamment compte tenu du report de population sur le territoire dû à la pression exercée par la métropole bordelaise.

Le Scot fait le choix de recentrer la croissance démographique sur les pôles et de maîtriser l'accueil de nouvelles populations à un niveau permettant de maintenir les équipements existants dans les communes relais et rurales.

Il est indiqué que la répartition de l'accueil des nouveaux arrivants se fera en tenant compte du profil et des capacités de chaque niveau de polarité défini dans l'armature territoriale. Pour une parfaite compréhension du projet politique, le DOO aurait pu définir cette répartition pour chaque type de polarité, avec des objectifs chiffrés, phasés et répartis au sein des différents pôles.

C. Gestion économe de l'espace :

Le Scot justifie des besoins fonciers de :

- 225 hectares de 2021 à 2030 (136 hectares pour l'habitat et 79 hectares pour le développement économique)
- 115 hectares de 2031 à 2040 (66 hectares pour l'habitat et 39,5 hectares pour le développement économique)
- 23 hectares entre 2041 et 2044 (13,3 hectares pour l'habitat et 7,3 hectares pour le développement économique)

Le DOO donne une définition de l'enveloppe urbaine pour le territoire (objectif 2.4.A – page 70) .

Celle-ci aurait pu préciser le nombre de constructions minima à prendre en compte, la densité à considérer.

Le PAS fixe des objectifs de réduction de la consommation d'espace jusqu'en 2050. Avec un objectif de consommation de 230 hectares à l'horizon 2025, le Scot réduit la consommation d'espace par rapport à la période précédente de moitié, et respecte les obligations réglementaires qui s'imposent à lui à ce jour.

Si **l'analyse de la consommation d'espace passée** indique la source de calcul utilisée (OCSNA), le choix de méthode, et le chiffre global de consommation de 450 hectares, elle **reste insuffisante. Elle ne permet pas de mesurer les efforts de diminution de consommation d'espace réalisés inscrits dans le PAS** (quelle consommation pour quel usage, quelle répartition sur le territoire, quelle appréciation de la collectivité sur ces espaces urbanisés ?).

De plus, les éventuelles friches existantes ne sont pas recensées, et il n'y a pas d'analyse du potentiel de densification des tissus urbains existants.

Sans ces éléments, il est difficile d'apprécier la pertinence de l'objectif inscrit dans le Scot de construire 50 % du besoin en logements au sein de l'enveloppe urbaine de chaque intercommunalité, et de 50 % en extension.

3. HABITAT – LOGEMENT :

A .Développement résidentiel :

Le projet démographique du SCoT prévoit de limiter à environ 73 500 habitants d'ici 2043, soit une augmentation de 15 500 habitants sur 20 ans, et de créer environ 6700 logements sur la période 2024-2044.

Le calcul du point mort correspondant à l'évaluation des besoins en logements des populations présentes n'apparaît pas dans le document.

La création de 6700 logements pour l'accueil de 15500 habitants prendrait en compte une taille moyenne des ménages de 2,3 légèrement inférieure à celle observée sur le territoire actuellement (2,43 en 2021 selon l'INSEE). Cela laisse supposer que la diminution de la taille moyenne des ménages liée au phénomène de desserrement des ménages a été anticipé dans le projet du SCOT. Néanmoins, le SCoT n'a pas qualifié les besoins endogènes pour calibrer le projet résidentiel, ni objectivé le besoin en logements des populations présentes sur le territoire pour assurer leur parcours résidentiel.

Les prescriptions du DOO imposant la réalisation des nouvelles opérations de logements en priorité en densification du tissu urbain existant avec un objectif à minima égal à 50 % à l'échelle de chaque EPCI sont cohérentes avec l'enjeu de revitalisation des centres cités dans le PAS dans le but de rééquilibrer le dynamisme du territoire au profit de principaux pôles.

Par ailleurs, des OAP couvrant les secteurs de centre bourgs et définissant les conditions de revitalisation sont prévues. Le Scot recommande aussi la réalisation d'études de revitalisation des centres bourgs des pôles de proximité et d'études de capacité de densification dans les centralités.

Le DOO met l'accent sur la nécessité d'agir sur la remobilisation du parc vacant. Toutefois, il ne prescrit pas d'objectif de remise sur le marché de logements vacants, mais invite les EPCI, à travers notamment l'élaboration de leur programme local de l'habitat ou de leur document d'urbanisme, à fixer des objectifs chiffrés en tenant compte de leurs situations respectives.

Le DOO indique un objectif de limitation de la consommation d'espace en limitant à 215 hectares l'ouverture à l'urbanisation à destination d'habitat entre 2021 et 2044 (P.2.4.C.3 – page 77).

Il aurait été intéressant que le Scot évalue le potentiel foncier à mobiliser pour répondre à l'objectif de réalisation de 6700 logements en distinguant le potentiel en densification et en extension.

En parallèle, le DOO présente un tableau récapitulatif des densités minimales à appliquer dans les documents d'urbanisme selon l'armature territoriale (P.2.4.C.1 – page 76). Ces objectifs de densité semblent adaptés au vu de la volonté de limiter la consommation d'espaces. Le document aurait pu les étayer par une déclinaison en densification ou en extension de l'enveloppe urbaine, selon les secteurs.

B. Parc Privé :

Comme indiqué précédemment, le DOO n'intègre pas dans ses objectifs une part de logements vacants à remobiliser, invitant chaque EPCI à fixer des objectifs communaux chiffrés en tenant compte de leurs situations respectives.

Un objectif de sortie de vacance aurait pu être décliné par EPCI, voire-même objectivé pour les polarités présentant un fort taux de vacance.

De manière générale, le projet de SCOT souligne la nécessité d'améliorer le parc existant en agissant sur le parc ancien dégradé ou énergivore et en adaptant les logements.

En ce sens, le SCOT rappelle les outils déjà mis en place sur le territoire, tels que l'OPAH en cours sur le territoire, le programme « petites villes de demain » mis en œuvre sur les communes de Bourg et Saint-André-de-Cubzac ou encore la plateforme ICARE.

La nécessité d'une revitalisation des centres-bourgs, enjeu majeur sur le territoire, est bien prise en compte. Le Scot donne comme priorité de limiter l'étalement urbain en densifiant le tissu urbain existant, de développer le parc de logements au cœur des centralités et d'améliorer le parc existant.

Dans cette logique, la thématique habitat doit être reliée avec la stratégie plus globale de revitalisation intégrant le développement de commerces, services, équipements, emplois, transports au sein même des bourgs. Le Scot prescrit en ce sens le renforcement de la mixité des fonctions urbaines en favorisant le développement de l'emploi local dans le tissu urbain et l'offre commerciale au cœur des centralités, la qualification de l'espace public et le soutien aux modes doux de déplacement.

C. Logements locatifs sociaux :

Le territoire du Scot compte 1 378 logements locatifs sociaux au 1^{er} janvier 2023 (RPLS), soit environ 5,7 % des résidences principales.

Les communes de Saint-André-de-Cubzac et de Val-de-Virvée sont soumises à l'article 55 de la loi SRU imposant 25% de logements sociaux.

Le Scot prescrit une programmation annuelle moyenne de :

- 70 logements dont 75% de logements sociaux, soit 53 logements sociaux pour Saint-André-de-Cubzac,
- 33 logements dont 73% de logements sociaux, soit 24 logements sociaux pour Val-de-Virvée.

Bien que les objectifs du PLH du Grand Cubzaguais soient présentés en termes de production sociale sur les 2 communes SRU, l'affichage d'objectifs chiffrés apparaît peu pertinent sur la période de 20 ans définie par le Scot. Il est rappelé que les deux communes devront respecter les objectifs triennaux qui leur seront notifiés dans le cadre du dispositif SRU.

Le DOO vise l'atteinte des taux de logements sociaux suivants en 2044 :

- 20% de logements sociaux à l'échelle de chaque commune pôle de proximité,
- 15% de logements sociaux pour les autres communes relais,
- 10% de logements sociaux pour les communes de Saint-Gervais et Virsac conformément au PLH de la Communauté de Communes du Grand Cubzaguais.

Concernant les communes rurales, le Scot n'impose pas d'objectifs de production de logements sociaux. Il recommande de raisonner au cas par cas selon les besoins identifiés.

Le rythme de production de logements sociaux prévu par le Scot apparaît très soutenu et met en avant la volonté des collectivités à répondre aux besoins des populations aux revenus modestes.

Même si les chiffres issus du système national d'enregistrement (SNE) montrent que la tension sur la demande en logement social sur le territoire est plus élevée que la moyenne départementale, les objectifs indiqués semblent peu réalistes.

A titre d'exemple, la commune de Cavignac, identifiée comme pôle de proximité dans l'armature urbaine définie par le SCOT, dispose aujourd'hui de 28 logements sociaux sur 1003 résidences principales, soit un taux d'environ 2,8 % en 2023. Il lui manque aujourd'hui 173 logements sociaux pour atteindre un taux de 20 %.

Le SCOT aurait utilement pu rappeler la possibilité de développer une offre locative sociale dans le parc privé, à travers les conventionnements avec l'Anah dans le cadre de l'OPAH en cours sur le territoire. Ces conventionnements viendraient en plus soutenir la stratégie de revitalisation des centre-bourgs à mettre en place.

D. Publics spécifiques :

De manière générale, le Scot mentionne les besoins des différents publics spécifiques présents sur le territoire (jeunes, personnes âgées, personnes en situation de handicap, ménages les plus modestes, personnes ayant besoin d'un hébergement d'urgence, gens du voyage, travailleurs saisonniers), mais n'objective pas précisément les solutions à apporter, laissant aux EPCI la liberté de définir des objectifs à travers leur PLH ou leurs documents d'urbanisme.

4. MOBILITES :

Selon le diagnostic du Scot basé sur les données INSEE 2020, les déplacements domicile-travail en lien avec le territoire sont trop dépendants de la voiture. Or, les flux domicile-travail sont structurants pour un territoire. Le SCoT devrait avoir l'ambition d'offrir aux habitants des alternatives à l'autosolisme et à la circulation carbonée.

Une démarche collective est engagée sur le territoire du SCoT pour des mobilités durables notamment, au travers du projet de SCoT et du contrat opérationnel signé avec l'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) Région Nouvelle-Aquitaine.

A. Sécurité routière :

Conformément à l'article L101-2 4° du Code de l'urbanisme, la question de la sécurité routière notamment des usagers les plus fragiles fait partie intégrante de la sécurité publique. Elle devrait mieux intégrer la révision du Scot. Par exemple le suivi annuel des accidents corporels via les données de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR) ou de la préfecture de la Gironde pourrait être un indicateur de suivi du Scot.

De plus, la LOM (article L.118-5-1 du code de la voirie routière) a mis fin à la possibilité de proposer des places de stationnement pour les véhicules motorisés dans les 5 mètres en amont des passages piétons. Les travaux de mise en conformité doivent avoir été réalisés au plus tard le 31 décembre 2026. Cette disposition permettra une meilleure co visibilité entre usagers de la route au profit des plus vulnérables, et pourrait être mise à profit pour créer du stationnement pour des cycles (engins de déplacement personnel -EDP, ...) en lieu et place du stationnement motorisé.

B. Améliorer l'accessibilité des personnes à mobilité réduite (PMR) ou handicapées :

L'accessibilité des voiries et des arrêts de transports en commun aux PMR ou handicapés s'inscrit dans le « droit à la mobilité pour tous ». Les documents du Scot inscrivent cette obligation pour les nouveaux aménagements mais restent imprécis pour l'amélioration de l'existant.

Pour les communes de plus de 1000 habitants, la programmation pluriannuelle et le suivi des travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) par l'autorité compétente serait un objectif d'inclusion des plus fragiles.

Le Scot pourrait indiquer une collaboration des communautés de communes ou communes avec l'AOM régionale pour la mise en accessibilité des points d'arrêt de cars existants selon la réglementation du 6 septembre 2014 : schémas directeurs d'accessibilité - agenda d'accessibilité programmée (SD'AP).

Le droit à la mobilité est aussi un droit à stationner. Le Scot pourrait mieux transcrire l'obligation de places de stationnements pour les personnes handicapées sur le territoire communal : minimum de 2 % du nombre de places prévues pour le public (décret n° 2006-1658 du 21 décembre 2006).

C. Améliorer et développer les nœuds de mobilités :

Le réseau ferré avec ses six gares/haltes ferroviaires est un atout fort du territoire car il permet de transporter des flux importants de voyageurs. L'attractivité du réseau ferré nécessite donc de transformer les gares SNCF en pôle d'échanges multimodaux (PEM) accessibles et offrant suffisamment d'équipements et de services pour que les usagers puissent pratiquer l'intermodalité et reporter leurs modes de déplacements vers les plus vertueux.

Le SCoT exprime bien cette ambition notamment au travers l'axe 2 du PAS et de l'objectif 2.2.A du DOO. La gare de Saint-André-de-Cubzac est identifiée comme un pôle de zone dense et comme un pôle de rabattement pour la Haute-Gironde. La gare de Saint-Mariens - Saint-Yzan-de-Soudiac est identifiée à la fois comme pôle d'accès au bassin de vie et comme pôle de rabattement pour le Sud-Charente. Les haltes de Cavignac, d'Aubie - Saint-Antoine, de Cubzac-les-Ponts et de Gauriaguet sont identifiées comme des pôles d'accès au bassin de vie.

La densification urbaine autour des nœuds de mobilité notamment les gares SNCF est affirmée dans les documents afin de rechercher une intermobilité fondée sur la combinaison du mode ferroviaire et des modes actifs comme alternative compétitive à l'usage exclusif de la voiture particulière. Il est bien rappelé qu'en 2024, deux gares font l'objet d'une étude financée par l'ANCT, relative à l'aménagement du quartier de la gare de St Yzan / St Mariens et de la halte RER de Cavignac.

D. Développer l'offre de transports en commun :

Le DOO encourage les alternatives à la voiture individuelle (objectif 2.2.B), qu'il traduit dans la recommandation R.2.2.B1 : « la ligne de car express Bordeaux Blaye traverse le territoire du SCoT d'Est en Ouest et permet de relier Bordeaux à Blaye en 1 heure et sans changement de mode de transport.

Le Scot accompagne cette évolution majeure à travers l'aménagement de ces futurs pôles routiers (action inscrite au Contrat Opérationnel de Mobilité) qui recevront un cadencement régulier des bus aux heures de pointe »

Toutefois pour le nord du territoire du SCoT étant moins accessible en cars (diagnostic), les lignes et les horaires seront à optimiser pour parfaire l'offre de transports en commun.

E. Développer les modes actifs (vélo et marche) :

Conformément à la réglementation le schéma national des véloroutes V80 canal des deux mers à vélo est pris en compte dans le SCoT afin de développer et promouvoir la mobilité quotidienne et la pratique touristique du vélo.

L'essor de la pratique du vélo nécessite aussi une offre de stationnements vélo à proximité des services/équipements publics, lieux de vie (centre-bourg, commerces, gares SNCF, ...), bien pris en compte dans le SCoT. **Toutefois, la sécurisation des stationnements vélo aux abords des nœuds de mobilités serait pertinente.** Dans les divers documents le mot «sécurisés » devrait être associé aux stationnements vélos situés aux proximités des nœuds de mobilités : gares, haltes ferroviaires, arrêts cars ... En effet l'intermobilité vélo – TC s'amplifiera s'il préexiste un environnement sûr. Il conviendra bien-entendu d'adapter au fil du temps le nombre de stationnements sécurisés vélo à la demande.

Pour favoriser le développement du vélo en y intégrant leur sécurisation de stationnement dans les bâtiments, l'objectif 2.2.C : Encourager les modes doux de déplacement – P.2.2.C.1 pourrait rappeler l'arrêté du 30 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments, ainsi que le Guide du Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires sur le stationnement des vélos dans les constructions (accessible sur le lien suivant : https://ecologie.gouv.fr/sites/default/files/guide_stationnement_velo_constructions.pdf).

La recommandation R.2.2.C.4 de l'objectif 2.2.C du DOO « Encourager les modes doux de déplacement » pourrait être transformée en prescription, compte tenu de l'importance de l'article L228-2 du code de l'environnement relatif aux rénovations, aménagements de voies dans la création d'itinéraires cyclables.

F. Développer les infrastructures de recharges de véhicules électriques et hybrides rechargeables (IRVE) :

L'union européenne a voté l'interdiction des moteurs thermiques en 2035. La France s'est engagée dans un verdissement du parc automobile, notamment par son électrification. Le schéma directeur permet de planifier le déploiement des stations de recharge de véhicules électriques et hybrides rechargeables ouvertes au public sur un territoire (décret n°2021-565 du 10 mai 2021 relatif aux SDIRVE).

Aucune information sur le SDIRVE n'apparaît dans les documents du SCoT alors qu'au titre d'une meilleure cohérence dans le déploiement, les futurs IRVE locales pourraient s'articuler avec le SDIRVE afin de dimensionner leur nombre et leur emplacement dans l'espace public communal et intercommunal.

D'ici le 1er janvier 2025, un point de recharge par tranche de 20 emplacements pour tous les parcs de stationnement de plus de 20 emplacements en non résidentiel devra être mis en œuvre sauf exceptions précisées dans l'article 118 dans la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (articles L113-12 et L113-13 du code de la construction et de l'habitation).

Les documents du Scot pourraient également rappeler à l'attention des documents d'urbanisme l'arrêté du 27 octobre 2023 relatif à l'accessibilité des places de stationnement en voirie communale équipées ou pré-équipées de dispositif de recharge, pris en application de l'article L. 2224-37 du code général des collectivités territoriales.

G. Tourisme :

Le DOO évoque l'essor de « l'oénotourisme » et de l'agrotourisme (l'agri-tourisme) en les prescrivant dans les documents d'urbanisme sous conditions (p.44) et en recommandation (p.48)

Des éléments sur les objectifs de limitation de leurs impacts sur la ressource en eau, la production des déchets auraient pu être précisés.

Le DOO et le PAS développent peu l'articulation entre mobilité et développement du tourisme. Il est seulement recommandé de développer le tourisme d'itinérance (p.48). Il aurait dû préciser que ce réseau d'itinérance doit être compatible avec la préservation de milieux naturels.

H. Démobilité :

Les documents du SCoT (Axe 1/Objectif 1.1.C/ R.1.1.C.2, Axe 2/Objectif 2.1.C/P.2.1.C.4) affirment la volonté sur l'ensemble du territoire du SCoT d'améliorer le réseau numérique de haut débit, d'augmenter les lieux de regroupement de services ou d'entreprises, d'espace(s) de co-working afin d'offrir aux habitants la possibilité de travailler à proximité de leur domicile ou de télétravailler, limitant ainsi leurs déplacements domicile-travail.

Le DOO aurait dû prescrire dans les documents d'urbanisme outre le développement des pratiques de covoiturage et d'autoportage (p.62), des stratégies de décarbonage des bus et véhicules et le déploiement de parc de recharge de véhicules électriques. Les documents d'urbanisme doivent prévoir des conditions d'aménagement pour mettre à disposition du public un vaste parc de bornes de recharge pour véhicules électriques et covoiturage et pour aménager et/ou réaménager des promenades et parkings de manière à offrir des espaces d'accueil de qualité, en maximisant les espaces non imperméabilisés, et une bonne gestion des circulations.

5. TRANSITION ENERGETIQUE :

Le SCoT doit marquer l'engagement du territoire dans la transition écologique. Il est donc primordial qu'il favorise et prescrive des solutions adaptées au territoire.

Pour ce faire, l'élaboration du SCOT doit s'inscrire, entre autre, dans le cadre réglementaire suivant :

- La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et de croissance verte (LTECV), qui marque l'ambition de la France à lutter contre le dérèglement climatique, à préserver l'environnement ainsi qu'à préserver son indépendance énergétique.
- La loi d'orientation des mobilités (LOM) du 26 décembre 2019, qui inscrit, entre autres un « droit à la mobilité pour tous ».
- La loi « Climat et Résilience » du 22 août 2021 dont les objectifs sont la lutte contre le réchauffement climatique et le renforcement de la résilience face à ces effets.
- La loi d'accélération de la production des énergies renouvelables du 10 mars 2023 dont les objectifs sont d'amplifier la lutte contre le dérèglement climatique et diminuer la dépendance de l'État aux produits énergétiques importés.

Le SCoT doit notamment décliner, préciser et mettre en œuvre les objectifs et règles du SRADDET de la région Nouvelle-Aquitaine, approuvé le 27 mars 2020.

Les prescriptions du SRADDET en matière de transition énergétique et de mobilités (objectifs 14, 18, 22, 23, 25, 27, 34, 43, 45, 47, 48, 49, 51, 52, 53, 56, 73, 74 et 75) doivent être déclinés de manière lisible dans le PAS et le DOO.

A. Lutte contre le réchauffement climatique :

Une fiche de synthèse « Energie » annexée au diagnostic dresse de manière succincte l'état des lieux de la consommation énergétique par secteur d'activités et par type de produits, de la production d'énergies renouvelables et fait état des enjeux et des leviers d'action. Une étude complémentaire aurait pu être présentée sur les consommations par type d'énergie définies dans chaque secteur (transports, industrie, habitat et tertiaire, agriculture) permettant de mettre en exergue le type d'énergie le plus consommé ainsi que sur les émissions de gaz à effet de serre par type d'énergie et par secteur.

Cet état des lieux aurait pu exposer l'évolution de la consommation énergétique et de la production énergétique sur une période donnée.

Les enjeux mis en exergue dans cette fiche synthétique, qui sont des enjeux de performance énergétique des bâtiments, de développement des énergies renouvelables, de développement de mobilité durable et de réduction des besoins de déplacements sont identifiés dans le PAS dans ses orientations 2.2, 2.3, 2.4 et 3.3 ainsi que dans les prescriptions et recommandations du DOO 2.2B, 2.2C, 2.3B, 2.4B, 3.3A et 3.3B.

Ces orientations et objectifs méritent d'être développées, de comporter des données chiffrées à l'appui des réglementations en vigueur.

Il est à noter que le DOO a prescrit dans les documents d'urbanisme le renforcement de la trame noire en précisant son cadre d'application (p.98) et recommande de lutter contre la pollution lumineuse (p.106). Il précise que les documents d'urbanisme devront établir des règles permettant l'installation de système d'énergies renouvelables et encourage la performance énergétique des nouveaux bâtiments (p.98).

B. Amélioration de la performance énergétique des bâtiments :

L'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, particulièrement de l'habitat, est un axe majeur qui doit faire partie intégrante du SCoT et qui doit être décliné sous forme d'orientations et d'objectifs dans le PAS et le DOO.

Elle fait l'objet des orientations 2.3 « Diversifier le parc de logement pour renforcer la mixité sociale », 3.3 « Accompagner la transition énergétique du territoire » et des objectifs 2.3B « Améliorer la qualité du parc existant », 2.4B « Favoriser la qualité environnementale, paysagère, urbaine et architecturale des nouvelles opérations » et 3.3A « Améliorer les performances énergétiques des bâtiments ».

Par ailleurs, l'atteinte des objectifs nationaux et régionaux d'augmentation de la part des énergies renouvelables ne peut être réalisée sans une diminution significative de la consommation d'énergie. Aussi, le SCoT se doit de décliner les objectifs de la loi et du SRADDET (objectif 43, 49).

De même, le principe de l'orientation bioclimatique est à intégrer dans tout projet d'urbanisme et facilité pour toute nouvelle construction, réhabilitation ou extension d'une construction existante (règle 22 du SRADDET).

Le PAS et le DOO doivent encourager l'utilisation de matériaux biosourcés (bois, terre crue, chanvre) et les matériaux issus du réemploi, qui présentent un faible impact environnemental (objectif 52 du SRADDET) en précisant que le *règlement des PLU et PLUi doit définir le champ d'application de la RE2020* introduite par la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Le principe de l'orientation bioclimatique et de l'utilisation des produits bois, des végétaux, et des matériaux biosourcés ont fait l'objet de prescriptions par le DOO dans les documents d'urbanisme (p.11 et 97). Les matériaux issus du réemploi auraient pu être ajoutés ainsi que la définition du champ d'application de la RE2020. Il est à noter que le DOO recommande d'aller au-delà de la réglementation thermique (R.3.3.A.2).

Le SCoT aurait pu proposer des objectifs de qualité de construction à atteindre et fixer des objectifs de rénovations thermiques des bâtiments.

C. Adaptation et atténuation des effets du réchauffement climatique :

Pour contribuer aux objectifs d'économie d'énergie et lutter contre les îlots de chaleur, le territoire doit être organisé afin de prendre en compte des objectifs d'adaptation des formes urbaines et d'équilibre entre espaces urbanisés et espaces végétalisés (objectifs 35, 40 ; règle 36 du SRADDET). Il est à noter que le PAS favorise la diversité des formes urbaines en p.29. Il est également à noter que le DOO a identifié la végétalisation des villes et la lutte contre l'imperméabilisation excessive de façon transversale dans ses objectifs sous forme de prescription (p.67, p.71, p.109) et recommandations (p.74 et 76).

Une fiche « Les risques » synthétise les risques naturels et technologiques du territoire, enjeux et leviers d'action. Le DOO fait état des différents risques liés au changement climatique (diminution de la ressource en eau p.89 et 106, inondation p.102, incendie p.104, pollutions p.106) qui devront être pris en compte dans les documents d'urbanisme p.110.

Le DOO engage les acteurs locaux (collectivités, syndicat de bassin versant, agriculteurs...) à participer à l'élaboration des documents d'urbanisme pour une gestion partagée et équilibrée de la ressource en eau (p.89) et la mise en place d'une rencontre annuelle avec les SCoTs voisins pour évoquer les thématiques qui dépassent leur territoire (p.110). Il aurait pu engager les acteurs et collectivités à se rencontrer pour suivre l'évolution de la connaissance sur le changement climatique afin de mettre en œuvre les mesures d'adoption dans leurs documents d'urbanisme, leur politique d'aménagement et de développement local.

Le DOO prévoit des prescriptions en son objectif 3.4A pour anticiper l'intensification des risques naturels en lien avec la vulnérabilité des biens et des personnes et du territoire et de l'urbanisme.

D. Développement des énergies renouvelables (EnR) :

La fiche de synthèse « Energie » présente les deux énergies renouvelables développées sur le territoire du SCoT qui sont le bois-énergie et l'énergie solaire (solaire photovoltaïque) en précisant que le territoire propose un développement favorable à l'éolien et à la géothermie.

Les capacités potentielles d'installation d'énergie renouvelable sur le territoire du SCoT aurait dû être précisées sur les filières de méthanisation, de solaire thermique, de projets ENR, d'hydroélectricité et de mix énergétique.

Il aurait dû être abordé les potentialités de production énergétique renouvelable du territoire : réseaux de chaleur, biogaz, centrale à hydrogène et la production d'énergie agrivoltaïque en fixant un cadre pour assurer la vocation première des terres agricoles.

Le DOO aurait pu intégrer des prescriptions ou recommandations relatives à l'implantation des zones d'accélération des énergies renouvelables sur le territoire des communes qui le composent.

Une étude d'opportunité sur la création de réseaux de chaleur pourrait être envisagée.

Le DOO aurait pu aborder les conditions de développement des réseaux de chaleur et du biogaz ;

La réalisation d'un cadastre solaire sur le territoire de la communauté de commune du Grand Cubzaguais est une initiative à encourager.

Il convient de souligner la pertinence de la recommandation d'élaborer un OAP « Energie ».

6. ENVIRONNEMENT :

A. Enjeux eau potable, compatibilité et articulation du SCoT avec le SAGE Nappes profondes :

Le SCoT doit être compatible avec le SAGE Nappes Profondes de la Gironde (SAGE NP). Cette analyse est proposée dans la justification des choix. Le SCoT propose un volet « eau » en annexe 1 et détaille également la situation de la ressource dans l'état initial de l'environnement (EIE). Néanmoins, les informations données dans ces deux documents divergent : il conviendra de mettre en adéquation ces deux documents avec les informations les plus récentes.

Les trois syndicats concernés par le territoire du SCoT ont bénéficié d'une autorisation de prélèvement révisée en 2022. Bien qu'ils ne dépassent pas leurs prélèvements maximums autorisés, pour deux d'entre eux, la marge de manœuvre est restreinte.

L'arrêté préfectoral portant sur les autorisations globales de prélèvement donne un volume annuel maximum autorisé par unité de gestion. Au sein de cette unité de gestion, pour chaque forage, un volume en m³ par an maximum pouvant être exploité est indiqué. Dans l'analyse des ressources en eau de chaque syndicat (page 102 - Annexe 1 volet eau), est uniquement mentionné le volume en m³ par an maximum pouvant être exploité. Conformément à l'arrêté préfectoral, le volume de prélèvement réalisé doit être conforme au volume autorisé pour chaque unité de gestion. L'analyse produite (p. 108 – Annexe 1 volet eau) sur les volumes prélevés par nappe ne prend pas en compte cette valeur seuil par unité de gestion impliquant une disponibilité réelle par syndicat surévaluée.

L'analyse des besoins en eau potable actuelle et future devra aussi prendre en considération les volumes prélevés par les communes adhérentes au syndicat mais situées en dehors du SCoT. Leur besoin en prélèvement actuel et futur nécessite d'être analysé.

De plus, des éléments d'analyse supplémentaires sont attendus sur la substitution des ressources. La substitution de ressources (utilisation de champs captants, eaux superficielles, etc.) consiste à changer de source d'approvisionnement en eau pour satisfaire une demande existante. Elle ne correspond pas à un apport supplémentaire permettant de répondre à de nouveaux besoins.

Bien que la prescription P.3.1.D.2 du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT prévoit le conditionnement de l'ouverture à l'urbanisation à la disponibilité de la ressource, actuelle et future, la compatibilité avec le SAGE NP n'est pas assurée. Le SCoT mentionne une croissance de 1,3 % par an pour les habitants et prévoit donc la construction de 6700 logements d'ici à 2044.

A cela s'ajoutent les projets de ZAE et d'accueil touristique. Cette augmentation de la population induit une consommation d'eau supplémentaire qui n'est pas précisée, ni évaluée. L'analyse de l'EIE comme du volet eau ne permet pas d'apprécier la disponibilité de la ressource pour le développement prévu dans le SCoT. Or, le rôle intégrateur du SCoT nécessite de garantir cette compatibilité et le dimensionnement du SCoT.

→ Il conviendra d'apporter des éléments et explications supplémentaires afin de pouvoir évaluer la faisabilité des extensions d'urbanisation prévues et la compatibilité de la gestion quantitative de l'eau sur le territoire avec les SAGE concernés. Aussi, il est opportun d'intégrer au DOO du SCoT l'obligation de ne pas affecter les futurs besoins en eau potable à la nappe déficitaire de l'Éocène centre (article 1 du règlement du SAGE).

Il sera nécessaire de mettre en cohérence l'état initial de l'environnement ainsi que la fiche ressource de façon à donner un état des lieux objectif, à l'échelle des syndicats, incluant la quote part de chaque territoire. Ceux-ci devront en parallèle être confronté aux autorisations de prélèvement en vigueur.

B. Biodiversité :

B.1) Évaluation des incidences Natura 2000 :

Rappel réglementaire :

Le SCoT Cubzaguais Nord Gironde est soumis à l'évaluation des incidences au titre de l'article R.414-19 du Code de l'Environnement. L'évaluation des incidences Natura 2000 est une partie de l'évaluation environnementale, conformément aux articles L. 122-4 du Code de l'environnement et L. 121-10 du Code de l'urbanisme.

Le contenu de cette évaluation des incidences Natura 2000 est explicité à l'article R.414-23 du Code de l'environnement. Le dossier comprend dans tous les cas :

- une présentation simplifiée du document de planification, accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets. Lorsque des travaux, ouvrages ou aménagements sont à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ;
- un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le document de planification est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000. Cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du document de planification, de sa localisation dans un ou plusieurs sites Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, et des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation.

Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le document de planification, peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres documents de planification, ou d'autres programmes, projets, manifestations ou interventions dont est responsable l'autorité chargée d'approuver le document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites.

S'il résulte de l'analyse mentionnée que le document de planification peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant la durée de la validité du document de planification, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé

des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables.

→ **Au regard des éléments sus-mentionnés, l'évaluation des incidences Natura 2000 (pages 110 à 112 de l'évaluation environnementale) est incomplète et nécessite d'être revue. En effet, les objectifs de conservation des sites ne sont pas mentionnés. Les arguments mis en avant pour apprécier l'absence d'incidences significatives sont sous évalués, d'autant que des projets d'aménagement prévus par le SCoT (ZAE, RTE, itinéraires de randonnées, aménagement des ports, des gares, des espaces forestiers...) ne sont pas analysés.**

Afin d'apprécier les incidences du SCoT sur les quatre sites Natura 2000, l'analyse réalisée se réfère à des prescriptions du DOO sur les thématiques de la consommation d'espaces, la qualité des milieux aquatiques et la préservation d'éléments du patrimoine naturels et de la trame verte et bleue. Néanmoins, l'absence de confrontation avec les enjeux et les objectifs de conservation de chaque site implique une sous-estimation des incidences. En effet, pour exemple, un des objectifs de conservation du DOCOB du site « Vallée et palus du Moron » est « Conserver et restaurer les habitats d'intérêt communautaire ». Les objectifs opérationnels déclinés concernent notamment la lutte contre les espèces exotiques envahissantes, la conservation et la valorisation des pratiques agricoles favorables au maintien des milieux ouverts et l'adaptation de la gestion sylvicole des boisements de feuillus aux enjeux et recommandation du DOCOB. Or, certaines mesures du DOO comme la P.1.3.B.6 sur l'agrivoltaïsme et la P.1.3.A.9 autorisant l'exploitation forestière et équipement liés ne prennent pas en compte les recommandations ni les enjeux du DOCOB.

Par ailleurs, dans son évaluation des incidences Natura 2000, le porteur de projet indique que les sites Natura 2000 seront identifiés comme réservoirs de biodiversité et bénéficieront d'un zonage spécifique, qu'« ils seront exclus des secteurs ouverts à l'urbanisation » via la prescription P.3.1.A.2. Cependant, *a minima*, les prescriptions P.1.1.C.2, P.1.1.C.9, P.1.3.A.8, P.1.3.A.9, P.3.2.D.1, P.1.4.C.4 et P.3.3.B.1 laissent des possibilités d'aménagements au sein des réservoirs de biodiversité et corridors de la Trame Verte et Bleue (TVB), dont ceux superposés aux sites Natura 2000. Pour donner un exemple, la prescription P.3.2.D.1 prévoit le développement des mobilités fluviales et le développement de chemin bordant les cours d'eau. De même, la prescription P.1.4.C.4 prévoit la possibilité de construire des structures d'hébergement touristique de plus de 20 lits, des cabanes sur l'ensemble du territoire, y compris en site remarquable. Enfin, la prescription P.3.3.B.1 sur le développement de la production d'énergies renouvelables ouvre la possibilité de déroger à l'interdiction de mise en place dans les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques.

→ **Par conséquent, il est nécessaire de compléter l'évaluation des incidences Natura 2000 en analysant les pressions potentielles exercées par les différentes prescriptions.**

B.2) Évaluation environnementale :

Rappel réglementaire :

Les incidences potentielles du document de planification devront être étudiées au titre de l'article L. 122-4 du code de l'environnement et de l'article L. 121-10 du code de l'urbanisme.

Conformément à l'article R. 122-20 du code de l'environnement, le projet doit fournir une évaluation environnementale, sous-tendue par la séquence « éviter-réduire-compenser » (ERC).

L'analyse doit être menée dans la philosophie de cette séquence ERC et le rapport doit permettre de restituer la manière dont le processus a été déployé.

Dans le cas des documents de planification, les volets « éviter et réduire » sont seuls à être pris en compte, la compensation ne s'appliquant qu'aux projets opérationnels.

L'analyse environnementale, dans son état initial, comprendra ainsi :

- une mise en évidence des enjeux du territoire, une hiérarchisation des zones les plus vulnérables du territoire ;
- des approfondissements en fonction des thématiques, et en particulier sur les zones urbanisables.

L'évaluation environnementale comporte l'établissement d'un rapport qui identifie, décrit et évalue les effets notables que peut avoir la mise en œuvre du plan ou du programme sur l'environnement ainsi que les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du programme. Ce rapport présente les mesures prévues pour éviter les incidences négatives notables que l'application du plan ou du programme peut entraîner sur l'environnement, les mesures prévues pour réduire celles qui ne peuvent être évitées et les mesures prévues pour compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Il expose les autres solutions envisagées et les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de la protection de l'environnement, le projet a été retenu. Il définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du plan ou du programme sur l'environnement afin d'identifier notamment, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées.

Le rapport sur les incidences environnementales contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existant à la date à laquelle est élaboré ou révisé le plan ou le programme, de son contenu et de son degré de précision et, le cas échéant, de l'existence d'autres plans ou programmes relatifs à tout ou partie de la même zone géographique ou de procédures d'évaluation environnementale prévues à un stade ultérieur.

→ L'ensemble du document doit donc démontrer que la séquence « Éviter, réduire, compenser » a bien été respectée, et que les options les moins dommageables au milieu naturel ont été retenues. Différentes hypothèses peuvent être présentées, avec leurs avantages et leurs inconvénients, et la justification du choix de l'hypothèse la moins impactante pour l'environnement.

Bien qu'une analyse faune-flore exhaustive sur l'ensemble du territoire ne soit pas requise, il revient à la collectivité en charge de l'élaboration du document de planification de vérifier les enjeux connus à ce jour sur cette thématique et de mettre en œuvre stricte de la procédure « Eviter-Réduire-Compenser ».

Dans ce document, la mise en œuvre de la séquence « Eviter - Réduire - Compenser » (ERC) ne semble pas avoir été correctement menée. En effet, **il apparaît que certains aménagements prévus par le DOO sont sous évalués ou non pris en compte dans l'analyse. De plus, concernant les enjeux connus en matière d'espèces protégées et à enjeux rien n'est spécifié.**

La séquence ERC, présentée dans l'évaluation environnementale, évoque un état des lieux des incidences par axe du DOO avec des points de vigilance. Les arguments, notamment sur l'absence de constructibilité, sont inexacts (cf. remarque de la partie évaluation des incidences). Le document devra être complété pour répondre aux exigences du Code de l'environnement.

Certaines prescriptions du DOO prévoient des aménagements sur des zonages indiqués comme non constructibles, et donc protégés dans l'évaluation environnementale. Or, les incidences de ces projets doivent apparaître dans l'évaluation des incidences du SCoT, notamment sur la TVB et les espaces à préserver. Sans être exhaustif, les possibilités d'aménagement concernent les prescriptions P.1.1.C.2, P.1.1.C.9, P.1.3.A.8, P.1.3.A.9, P.3.2.D.1, P.1.4.C.4 et P.3.3.B.1.

La prescription P.3.4.C.4 prévoit que les projets d'équipement en extension d'urbanisation dépassant l'enveloppe foncière inscrite dans le SCoT seront compensés à surface égale en désartificialisation. Cela traduit donc une possibilité de déroger à l'enveloppe fixée et d'étendre sur des zones non artificialisées. Cette pression n'est pas prise en compte dans l'évaluation environnementale.

→ **L'évaluation environnementale doit être complétée par l'analyse des incidences de tous ces aménagements éventuels.**

De surcroît, concernant les enjeux floristiques et faunistiques, aucune consultation des enjeux existants et connus ne semble avoir été faite sur les zones prévues en extension d'urbanisation ou pour les aménagements. Il serait opportun, afin notamment de respecter le plus en amont possible la réglementation relative aux espèces protégées (L.414-1 à L.414-3 du code de l'environnement) de vérifier, à minima pour le positionnement des zones d'extension à l'urbanisation ou les zonages d'aménagement prévues, que le SINP (Système d'Information sur le Patrimoine Naturel) ne présentent pas d'ores et déjà d'enjeux.

B.3) Prise en compte de la biodiversité et des espèces protégées : faiblesse des prescriptions :

Rappel réglementaire :

L'article [L411-1 du Code de l'environnement](#) prévoit un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages dont [les listes](#) sont fixées par arrêté ministériel. Il est notamment interdit de les détruire, capturer, transporter, perturber intentionnellement ou de les commercialiser. Ces interdictions peuvent concerner également les habitats des espèces protégées pour lesquels la réglementation peut prévoir des interdictions de destruction, de dégradation et d'altération.

Les interdictions prévues à l'article L. 411-1 du Code de l'environnement doivent être respectées dans la conduite du projet afin que les projets soient conçus et menés à bien sans porter atteinte aux espèces de faune et de flore sauvages protégées.

Comme pour les zones humides, le DOO devrait être prescriptif sur l'analyse des enjeux biodiversité en amont des projets d'extension urbaines, particulièrement sur la présence d'espèces protégées. En effet, ces espèces, et parfois leur habitat, bénéficient d'un régime de protection stricte : de fait, la destruction, l'altération et le dérangement de ces espèces sont interdits.

Les prescriptions P.1.4.B.1 et P.3.1.C.2 du DOO visent le patrimoine bâti et de développement de la biodiversité ordinaire dans les projets. Néanmoins, aucune de ces deux prescriptions ne prescrit d'inclure la préservation des espèces protégées présentes ou locales, dès la conception pour les constructions neuves, ou lors de la réhabilitation pour les constructions existantes. En effet, la biodiversité dite ordinaire comprend notamment des espèces protégées et des espèces patrimoniales. De fait, afin de respecter la réglementation relative aux espèces protégées, **ces prescriptions, ainsi que celle relative aux OAP (P.2.4.B.1), nécessitent un diagnostic préalable des espèces protégées.**

→ **Les prescriptions du DOO du SCoT n'intègrent pas suffisamment cette réglementation et doivent donc être améliorées notamment sur les remarques non exhaustives ci-avant formulées.**

B.4) Autres modifications attendues :

Le contrôle et la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales sont codifiés aux [articles L411-4 à L411-10](#) du code de l'environnement.

Les règlements du parlement européen et du conseil du 22 octobre 2014 (n°1143/2014) relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des **espèces exotiques envahissantes** et celui du 26 octobre 2016 (n° 2016/2031) relatif aux mesures de protection contre les organismes nuisibles aux végétaux s'appliquent directement à l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne.

Deux arrêtés viennent compléter cette réglementation : l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces végétales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain et l'arrêté du 14 février 2018 relatif à la prévention de l'introduction et de la propagation des espèces animales exotiques envahissantes sur le territoire métropolitain. Ils

listent notamment les espèces interdites à l'introduction et à la plantation. Un plan d'action 2022 – 2030 pour prévenir l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes est lancé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire. Aucune prescription du DOO ne traite la thématique de l'introduction et la propagation des espèces exotiques envahissantes pour les projets sur le territoire.

-> **Pour être en accord avec la réglementation en vigueur, le DOO devrait a minima prohiber les plantes listées dans l'arrêté correspondant sus mentionné.**

C - Indicateurs de suivi :

Les indicateurs proposés dans le diagnostic territorial ne disposent pas d'état initial pour apprécier leur évolution au cours de la mise en œuvre du ScoT.

- Équilibre de la ressource en eau :

L'indicateur proposé est le volume prélevé par forage du territoire. Or, comme vu précédemment la gestion des ressources en eau potable doit être traitée par unité de gestion en m³ par an et à l'échelle du syndicat (quote part par commune. **L'indicateur doit être revu en ce sens.**

- Mise en œuvre de la trame verte et bleue :

Il conviendrait d'ajouter un indicateur concernant la cartographie des zones humides dans les PLU(i). Les zones humides effectives ainsi délimitées pourront être prises en compte dans l'évaluation.

7. RISQUES :

Remarques générales pour l'ensemble des risques traités :

La formulation des objectifs et des prescriptions en découlant doit être suffisamment contraignante, pour garantir la prise en compte effective des risques dans les documents d'urbanisme locaux.

Ainsi, la rédaction du principe développé au 1^{er} point de l'orientation 3. 4 « *Améliorer la résilience du territoire face aux risques et aux nuisances* » du PAS, intitulé « *cibler les secteurs de développement de l'urbanisation en dehors des zones d'aléa* » et plus encore celle de la prescription P.3.4.A.2 du DOO qui indique que « *l'urbanisation doit se faire en priorité en dehors des zones d'aléa* » laissent trop de marge d'appréciation ou de manœuvre pour les futurs PLU/PLUi qui devront y être conformes.

Toute opportunité devrait être saisie pour maîtriser strictement l'urbanisation dans les zones d'aléa, qu'il soit généré par un risque d'inondation ou tout autre risque. À ce titre, la déclinaison en actions de la prescription P.3.4.A.2 semble se limiter au seul risque inondation alors même que l'objectif supérieur est bien générique en termes d'aléa.

A. Risque d'inondation :

Les communes situées le long de la Dordogne disposent d'un PPRI relativement ancien. Il apparaît dans le DOO, notamment dans la prescription P.3.4.A.3 que la mise à jour de la connaissance de l'aléa est un levier majeur identifié mais qui reste circonscrit aux zones non soumises à la réglementation du PPRI, alors même que pour ces zones, le risque est majeur. Il conviendrait d'élargir la prescription à tous les territoires à risque inondation, couverts ou non par un PPRI. La mise à jour de la connaissance de l'aléa doit par ailleurs être élargie à tous les types d'inondation, et pas seulement celles induites par débordement des cours d'eau.

La prescription P.3.4.A.1 rappelle que la communauté de communes du Grand Cubzaguais a décidé par délibération du 28 juin 2023 de ne déclarer aucun des systèmes d'endiguement de son territoire. Cette décision oblige les propriétaires à rendre transparentes les digues, de ce fait le champ d'expansion des crues devra être redéfini. Des études ont été réalisées dans le cadre de l'action 5.14 du PAPI Estuaire, notamment les études de dangers. Le SCOT doit également tenir compte de ces nouveaux éléments de connaissance pour caractériser les zones concernées par l'impact de la mise en transparence pour une prise en compte efficace, et non une simple évocation comme suggéré par la prescription susvisée.

Le territoire du Grand-Cubzaguais est également marqué en surface par l'omniprésence de divers cours d'eaux secondaires et qui peuvent présenter des risques sévères :

- La Moron à l'ouest,
- La Virvée au centre,
- La Saye et la Saye de Melon à l'est,
- La Livenne au nord.

À noter l'existence d'un Atlas des Zones Inondables (AZI) sur la Saye (Cavignac, Laruscade, St Mariens, Marcenais et St Yzan de Soudiac) et la Livenne sur Donnezac. Il s'agit d'un document de connaissance des phénomènes d'inondations susceptibles de se produire par débordement de cours d'eau, même si celui-ci n'a qu'une valeur informative, contrairement aux plans de prévention des risques d'inondation (PPRI). Les informations contenues dans l'atlas ne peuvent être ignorées, notamment dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme des collectivités locales.

Une politique efficiente de maîtrise de l'urbanisation dans les zones d'expansion des crues et des débordements de cours d'eaux secondaires est indispensable dans le secteur du Grand Cubzaguais, cet aspect est pris en compte dans le dossier de projet de SCOT. À noter que cette prérogative est une des dispositions imposée par le PGRI Adour-Garonne 2022-2027 : « la préservation des espaces fonctionnels tels que les champs d'expansion des crues, les zones humides et les massifs dunaires sur le littoral. À ce titre il convient également de ne pas prendre en compte la pérennité des ouvrages de protection très limité »

La compatibilité du SDAGE Adour-Garonne avec le SCOT est par ailleurs rappelée dans le document relatif au « volet eau » en page 30. Il est procédé à une déclinaison des divers SAGE Nappes profondes de Gironde, de l'Isle – Dronne, de l'Estuaire de la Gironde et milieux associés et enfin, du SAGE Dordogne Atlantique.

B. Le risque effondrement de carrière souterraine et éboulement de falaise :

Le SCOT renvoie légitimement la prise en compte de la maîtrise de l'urbanisation au titre du risque mouvement de terrain aux PLU(i) dans le cadre de la prescription 3.4.A.6.

A juste titre, cette prescription impose une identification préalable des carrières abandonnées sur la base des données disponibles auprès du bureau des carrières et du BRGM. Cette disposition permet de ne pas limiter la prise en compte de ce risque aux seules communes couvertes par un plan de prévention des risques mouvements de terrain.

La formulation retenue d'interdire toute nouvelle construction dans les secteurs concernés est bien conforme à la nature générale de cet aléa qui génère des dommages irréversibles sur les constructions et menace les vies humaines. Elle mériterait néanmoins de permettre des modulations dans les documents d'urbanisme lorsque les cavités sont de taille suffisamment faible pour pouvoir être comblées dans les règles de l'art.

Par ailleurs, pour ce qui relève des constructions existantes dans les zones d'aléa, la notion de réduction de la vulnérabilité semble peu opérationnelle pour l'aléa d'effondrement ; le Scot pourrait en revanche prescrire la nécessité de réglementer l'existant sur les secteurs d'aléa notamment par la soumission des travaux à des études géotechniques.

C. Incendie de forêt :

Les communes de Donnezac, Saint Savin, St Yzan de Soudiac et Laruscade sont concernées par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2019 fixant les communes à dominante forestière et doivent de ce fait intégrer des mesures de maîtrise de l'urbanisation de nature à limiter le risque lié aux incendies de forêt. Cet aléa et son accroissement prévisible en lien avec le changement climatique sont bien identifiés dans les documents. Ils font l'objet des prescriptions 3.4.A.7 et 3.4.A.8, et de la recommandation 3.4.A.3.

S'il est opportun de mentionner l'obligation réglementaire de rappel dans les PLU(i) des obligations légales de débroussaillage, la prescription 3.4.A.8 mériterait d'être reprise pour reprendre les termes exacts du code forestier.

Plus engageant, la prescription 3.4.A.7 est ambiguë dans sa rédaction puisqu'elle laisse entendre que le critère de la défendabilité est le seul à prendre en compte dans l'analyse des projets nouveaux.

Le travail mené localement comme nationalement nécessite de **prendre des positions plus claires sur la localisation et la composition des projets acceptables à proximité d'un massif forestier pour prendre en compte non pas la défendabilité de chaque site mais la notion de non accroissement des enjeux.**

Il est en ce sens demandé dès aujourd'hui d'**appliquer les principes suivants pour tous les projets nouveaux en contact avec la forêt :**

- ne pas accepter de projet isolé en forêt ;
- ne pas accroître les enjeux dans les hameaux de petite taille ;
- n'accepter de nouveaux projets en contact avec la forêt que s'ils sont en continuité de l'urbanisation existante, permettent une réduction globale de l'interface urbanisation/forêt et intègrent, dans leur emprise, une bande de 50 mètres inconstructible et aménagée de façon à faciliter la lutte contre l'incendie et supprimer le risque de propagation d'un incendie vers les nouveaux enjeux

8. PAYSAGES ET CADRES DE VIE :

A. Observations générales :

Les servitudes patrimoniales n'ont pas été mentionnées dans leur intégralité et les reports cartographiques sont incorrectes.

Pour rappel, le territoire du SCoT est couvert par

- 26 monuments historiques (servitudes AC1)
- 2 sites classés (servitudes AC2)
- 4 sites inscrits (servitude AC2)

De manière générale, l'ensemble des cartographies est inefficace et/ou faux.

A ce titre, il est vivement recommandé de les travailler voire de les retirer.

Le site inscrit de la Corniche situé sur les communes de BAYON-SUR-GIRONDE, BOURG, GAURIAC et SAINT-SEURIN-DE-BOURG n'est jamais cité dans les documents (hors cartographies). Or, ce secteur est de très grande qualité.

Comme indiqué au sein de l'Atlas des sites de la Gironde : *« La corniche de Gironde est un lieu singulier, proche de la confluence où le versant de la rive droite se dresse à 50 mètres au-dessus du fleuve. Cette disposition topographique façonne un paysage à deux visages. Il y a le paysage du pied de versant où la route longe le fleuve et circule devant un chapelet de maisons coquettes et de leurs jardinets. C'est un paysage linéaire dont l'horizon est tenu par le coteau boisé de chênes verts, coloré par les arbres de Judée, un paysage intime peu connu, dont le caractère pittoresque est à préserver. L'autre paysage, celui d'en haut, est d'une autre nature, il est surtout à une autre échelle grandiose. De la crête, les vignes ondulent au premier plan, puis le regard s'échappe vers le fleuve, les îles, le Médoc. De temps à autre, un élégant château ou une demeure bourgeoise enrichit le panorama. (...) »*

Aussi, il est attendu une meilleure prise en compte de ce secteur afin de préserver ses composantes, et d'encadrer l'évolution du bâti.

Enfin, il aurait été préférable d'associer l'UDAP de la Gironde, en tant que PPA, à la révision du projet de SCoT avant son arrêt.

B. Contenu du diagnostic et de la fiche de synthèse :

Le diagnostic réalisé laisse un sentiment d'inachevé, en omettant notamment toute la partie relative au paysage, au patrimoine et au cadre de vie. Ces éléments sont à développer au sein du document sur l'état initial de l'environnement (EIE).

Cet état des lieux sur paysage, au patrimoine et au cadre de vie est essentiel afin de comprendre tous les tenants et les aboutissants qui en découlent au sein du PAS et du DOO.

La fiche de synthèse sur le paysage contient plusieurs omissions :

- le nombre de monuments historiques et de sites classés est incorrect,
- il n'est nul fait mention des quatre sites inscrits,
- un repérage cartographique des cônes de vue afin de comprendre ceux qui sont à préserver (cf. PAS et le DOO),
- **dans les enjeux, il conviendrait d'encadrer l'évolution des formes urbaines de manière à réussir les greffes potentielles** : les extensions urbaines se sont faites trop souvent sous la forme d'opérations déconnectées du tissu urbain existant et au grès des opportunités foncières et de l'avancement des réseaux, ce qui a engendré un manque de cohérence urbaine. De plus, les typologies architecturales n'ont pas été suffisamment encadrées. Les voiries ne sont pas toujours connectées de bout en bout au réseau existant.
La greffe urbaine doit constituer un projet global avec création et prolongement d'espaces publics de qualité dans lesquels s'inscrivent les constructions. Le volet paysager y est fondamental et le respect des caractéristiques architecturales et urbaines y est essentiel. Pour cela, il est nécessaire de caractériser les paysages et de définir leurs principaux enjeux. Par exemple, il convient d'identifier les silhouettes urbaines à préserver afin d'éviter une greffe urbaine qui peine à s'insérer dans le paysage, ou encore de repérer les entrées de ville ou de bourg possédant des qualités paysagères et patrimoniales significatives pour éviter voire encadrer l'urbanisation dans ces secteurs de manière appropriée.

C. Contenu du projet d'aménagement stratégique (PAS) :

Dans l'orientation 1.4.2 « Structurer une offre de tourisme vert et local » (page 17), le sujet du patrimoine local est à aborder de manière plus large en incluant la préservation des cônes de vue vers les silhouettes urbaines à préserver, les alignements de façades qualitatifs qui caractérisent la singularité des lieux, mais aussi les murs de clôture anciens, les espaces non bâtis qualitatifs au sein du tissu urbain constitué...

D. Contenu du document d'orientation et d'objectifs (DOO) :

Plusieurs observations sont à émettre sur l'axe 3 « Préserver la qualité du cadre de vie » :

- Sur l'orientation 1.3 – Conforter et renouveler les filières agricoles
 - P.1.3.B.2. : Il serait pertinent de définir la largeur minimale de la zone tampon à créer selon le traitement attendu (espace enherbé, planté de haie ou arboré...) entre les parcelles NAF ouvertes à l'urbanisation et les parcelles agricoles.
 - P.1.3.C.3. : Il serait judicieux de définir le traitement et la largeur minimale de la zone tampon à créer entre les zones d'extension urbaine et les différents types réservoirs de biodiversité et les corridors.
- Sur l'orientation 3.2 – Qualifier le paysage pour renforcer l'identité locale :
 - Objectif 3.2.A.1. – Maintenir les spécificités paysagères de chaque unité : Le site inscrit de la Corniche comme unité paysagère propre doit être cité et doit être encadré dans son évolution.
 - P.3.2.A.6. : Cette prescription correspond pleinement aux objectifs du site inscrit de la Corniche.
 - P.3.2.B.1. : La concertation sur les sites classés et inscrits doit également se faire avec l'inspecteur des sites de la DREAL
 - Dans les secteurs à valeur patrimoniale, un règlement PLU adapté dissociant les règles sur le bâti récent/neuf des règles sur le bâti ancien est vivement recommandé.
 - **La carte page 94 contient de nombreuses erreurs** : le périmètre représenté à SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC correspond à une servitude AC1 (périmètre délimité des abords

de l'église Saint-André) et non à une servitude AC2 (site classé), la servitude AC1 (le monument aux morts et son rayon de protection) à DONNEZAC n'est pas reportée, la servitude AC1 (l'église Saint-Pierre de Salignac et son rayon de protection) à VAL DE VIRVÉE n'est pas reportée, certains monuments et leurs périmètres de protection sont mal positionnés, les limites communales de VAL-DE-VIRVÉE sont fausses.

- Sur l'orientation 3.3 – Accompagner la transition énergétique du territoire :
 - P.3.3.A.3. : Tout projet d'isolation thermique par l'extérieur ne devra pas porter atteinte à la qualité des bâtiments. En effet, pour les bâtiments anciens, d'autres techniques d'isolation sont à envisager.